

GENDARMERIE NATIONALE			
Compagnie de gendarmerie départementale ABBEVILLE			
Unité COB FRIVILLE-ESCARBOTIN			
Code unité 15327	Nmr P.V. 03457	Année 2024	Nmr dossier justice

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION

**REPRÉSENTANT LÉGAL D'UNE
PERSONNE MORALE**

Nmr pièce	N° feuille 1 / 2
-----------	---------------------

Le mercredi 27 novembre 2024 à 14 heures 25 minutes.

Nous soussignée Adjudante Fannie LEMAIRE, Officier de Police Judiciaire en résidence à FRIVILLE ESCARBOTIN
Vu les articles 16 à 19 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale.

Nous trouvant au bureau de notre unité à FRIVILLE ESCARBOTIN (80130), rapportons les opérations suivantes :

IDENTITE DE LA PERSONNE REPRÉSENTANT LÉGAL			
Sexe	Nom	Prénom	
M	MENESSIER	Jean Pierre	
Situation de famille		Validité état-civil	
Concubinage		Identité confirmée	
Date naissance	Commune naissance et Code Postal	Pays	INSEE
16/02/1956	ABBEVILLE 80100	France	80001
Adresse		Pays	
394 Rue de Belloy		France	
Commune résidence et Code Postal		INSEE	
BOURSEVILLE 80130		80124	
N° de téléphone	N° tph portable	Profession	Nationalité
	06.73.64.13.20	RETRAITE	Française
e-m@il		Fax	
Consentement Portalis		non	

COMMUNICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE AU COURS DE LA PROCEDURE

La personne entendue n'accepte pas de recevoir communication des avis, convocations et documents intéressant la procédure par voie électronique.

ENREGISTREMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Information à l'intéressé :

La personne entendue est informée que conformément à la loi du 6 janvier 1978, ses données à caractère personnel collectées dans le présent procès-verbal sont enregistrées et utilisées par la gendarmerie nationale dans le traitement LRPGN autorisé par décret n° 2011-111 en date du 27 janvier 2011 modifié et destiné à faciliter le traitement de la procédure.

Elle est également informée :

- que le délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur sis Place Beauvau, 75008 Paris Cedex contrôle ce traitement.
- que pour exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, elle doit adresser directement auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale sise au 4 rue Claude Bernard, 92130 Issy-les-Moulineaux.
- qu'elle peut également adresser une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sise au 3 place de Fontenoy, TSA 80715 75334 PARIS Cedex 7

PROTECTION JURIDIQUE DE LA PERSONNE

La personne n'est ni sous tutelle, ni sous curatelle ou protection de justice.

Agissant en qualité de représentant légal d'une personne morale, à savoir :

PERSONNE MORALE VICTIME

Forme juridique	Raison sociale	Sigle	
ASSOCIATION	Le souvenir français		
Adresse			
20 rue Eugene Flachat			
Commune et Code Postal	Pays	INSEE	
PARIS 75017	France	75056	
Secteur d'activité	N° SIREN	NIC	
ADMINISTRATION			

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

[Signature]



AUDITION

Entendons le représentant légal désigné ci-dessus qui nous déclare :

« Je suis présent ce jour afin de déposer une plainte au nom de l'association du Souvenir Français basé à Paris. Je suis chargé de mission auprès du contrôleur général des armées Serge BARSELLINI, et je suis chargé de la veille du patrimoine mémoriel.---

---Je dépose plainte ce jour car j'ai reçu un mail de mon président général en me disant de porter plainte. Je m'explique, je dépose plainte pour une vente à caractère antisémite qui doit faire partie de l'article R. 645-1. Mais il doit y avoir une loi sur l'antisémitisme, faudrait la rajouter.---

---Vendredi 22 novembre, il y a eu une vente à Caen, chez Maitre RIVOLA, une vente de pièces d'identité à caractère antisémite et de tract à caractère antisémite alors que c'est interdit puisqu'il y a un arrêté du 30 mars 2022 portant approbation du recueil des obligations déontologiques des opérateurs de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. Mais aussi des documents je pense, venant de je ne sais pas ou, mais j'ai des photos.---

---J'ai vu tout ça sur le site inter enchère. J'ai beaucoup de personnes qui m'appelle pour l'association et notamment des gens juifs mais ils veulent rester anonymes.---

---j'ai fais des recherches parce que j'ai retrouvé cette vente aussi sur un site allemand qui s'appelle Aiolfi. Alors les objets étaient ne vente en Allemagne mais aussi à Caen en même temps.---

---J'ai eu les gens appartenant à cette famille mais en camouflé mais ils veulent rester anonymes.---

---L'antisémitisme est en train de monter dangereusement dans notre humanité et je trouve ignoble qu'un commissaire priseur qui est représentant de la République ose vendre ces documents alors que c'est une représentant de la République.---

---Et il ose encore faire des leçons de devoir de mémoire, il se dit passeur de mémoire, c'est odieux. Il y aurait deux vendeurs. Il se dit collectionneur et j'ai trouvé aussi que Jean Baptiste Ordas se serait un brocanteur, et il vient de sortir un livre.---

---Je dépose plainte au nom de l'association du Souvenir Français et je reconnais avoir reçu une copie de mon audition. Je n'ai rien d'autre à ajouter.---

---On a pas le droit de vendre des pièces d'identité comme ça, alors j'aimerais savoir de ou ça vient, c'est pas normal. C'est une vente de la haine pour moi. Je pense que pour la République c'est odieux. » »

Information à l'intéressé :

La personne entendue est informée que conformément à la loi du 6 janvier 1978, ses données à caractère personnel collectées dans le présent procès-verbal sont enregistrées et utilisées par la gendarmerie nationale dans le traitement LRPGN autorisé par décret n° 2011-111 en date du 27 janvier 2011 modifié et destiné à faciliter le traitement de la procédure.

Elle est également informée :

- que le délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur sis Place Beauvau, 75008 Paris Cedex contrôle ce traitement.

- que pour exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, elle doit adresser directement auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale sise au 4 rue Claude Bernard, 92130 Issy-les-Moulineaux.

- qu'elle peut également adresser une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sise au 3 place de Fontenoy, TSA 80715 75334 PARIS Cedex 7.

Lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

A FRIVILLE ESCARBOTIN (80130), le 27 novembre 2024 à 14 heures 40 minutes.

La personne entendue

L'Officier de Police Judiciaire

